

Trump dans la tourmente

- Le décret présidentiel sur les musulmans fait tanguer la Présidence.

- Le limogeage de la ministre de la Justice faisant fonction a dramatisé les tensions.

- De quoi hypothéquer la visite de Donald Trump au Royaume-Uni.

Le président radical secoue les Britanniques

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Faîtes face à Trump!" Ce slogan a envahi lundi soir l'avenue Whitehall, située en plein centre de Londres entre le Parlement de Westminster et la place Trafalgar. Donnant suite à un appel lancé sur les réseaux sociaux, des dizaines de milliers de manifestants ont pacifiquement bloqué pendant plusieurs heures l'entrée à Downing Street, le cul-de-sac qui sert de résidence officielle à la Première ministre britannique. Du jamais vu depuis la guerre en Irak au milieu des années 2000. "Je me devais d'être là pour faire comprendre à Theresa May que nous n'acceptons pas qu'elle continue de travailler avec Donald Trump comme si de rien n'était", assure Alex Macpherson, 33 ans, après l'interdiction d'entrée sur le territoire américain prononcée contre tous les citoyens de sept pays musulmans. "Alors que l'on se sent parfois sonné depuis le Brexit par certains tournants politiques internationaux, cette manifestation nous a également permis de sentir une réelle solidarité derrière des valeurs tout

autres."

Avec sa pancarte rédigée à la main avec d'un côté "Silence = complicité" et de l'autre "De quel côté de l'histoire serez-vous?", Nadia Katz, une Américaine originaire d'Idaho (un Etat du nord-ouest des Etats-Unis) et installée depuis seize ans à Londres, n'a également pas hésité à venir. "Il y avait un vrai sentiment d'urgence suite à l'amoncellement des mesures prises Donald Trump, face auxquelles nous nous sentions impuissants", raconte-t-elle. "De nombreux amis qui ne manifestent jamais étaient présents et nous étions étonnés qu'il y ait autant de monde pour un événement organisé au dernier moment dans un froid glacial."

Le geste déplacé de M^{me} May

La jeune femme a d'ailleurs eu la surprise de voir l'ancien chef du parti travailliste Ed Miliband venir la féliciter chaleureusement pour sa pancarte après avoir prononcé quelques mots devant la foule. Deux heures plus tôt, il avait initié un débat à la Chambre des communes afin que les autorités réprimant

plus énergiquement le "nouvel ami" de Theresa May.

Lundi après-midi, le ministre des Affaires étrangères Boris Johnson avait pourtant fait part de "l'anxiété" du gouvernement face à cette politique discriminatoire "erronée et cause de discorde".

La condamnation du silence de la Première ministre britannique s'est rapidement propagée des citoyens ordinaires aux politiciens.

Dans un texte publié mardi sur le site Internet du magazine "Newsweek", le chef des libéraux-démocrates et l'un des principaux opposants au Brexit Tim Farron a rappelé qu'"il est clair qu'ayant choisi de tendre les relations avec les démocraties civilisées européennes, notre Première ministre veut désespérément obtenir un accord avec les Etats-Unis, même s'il n'apporte pas le moindre bénéfice au Royaume-Uni et qu'il endommage la tradition britannique de se lever contre la persécution, le racisme et la tyrannie".

Guerre des pétitions

Comme plus d'1,7 million de signataires d'une pétition initiée ce week-end sur le site Internet du Parlement, Tim Farron condamne l'invitation ac-

cordée la semaine dernière par la Première ministre à Donald Trump pour une visite d'Etat. Au lieu de se limiter à des discussions avec le gouvernement britannique, le séjour inclura donc plusieurs rencontres avec la reine et la famille royale "ce qui embarrasserait sa majesté la reine", indique la pétition.

Même si plus de 130000 partisans du président américain ont de leur côté signé une pétition pour le maintien de la visite d'Etat, la presse dans son ensemble s'inquiète désormais de la radicalité du président américain.

Le multiple champion olympique de fond et de demi-fond Mo Farah, arrivé au Royaume-Uni à 8 ans depuis la Somalie et désormais installé aux Etats-Unis, a favorisé cette prise de conscience. Dans un message publié samedi sur les réseaux sociaux, il a estimé que "le 1^{er} janvier, Sa Majesté la Reine a fait de moi un chevalier. Le 27 janvier, le président Donald Trump semble avoir fait de moi un étranger". Avant de conclure: "Mon histoire est un exemple de ce qui peut arriver lorsque l'on suit des politiques de compassion et de compréhension, pas de haine et d'isolation."

**Le ministre
des Affaires
étrangères
Boris Johnson
avait pourtant
fait part de
"l'anxiété" du
gouvernement
face à cette
politique
discriminatoire
"erronée
et cause
de discorde".**

Des embardées qui sèment la confusion et la perplexité

Eclairage Philippe Paquet

Dix jours seulement qu'il occupe la Maison-Blanche et Donald Trump ravive déjà le souvenir des pires heures de la présidence de Richard Nixon. Le limogeage, lundi soir, de la ministre de la Justice ("Attorney General") faisant fonction, Sally Yates, n'est pas sans rappeler, en effet, le "Massacre du samedi soir" : dans une vaine tentative d'orienter l'enquête sur le scandale du Watergate, Nixon avait, le 20 octobre 1973, révoqué le procureur indépendant spécial Archibald Cox, entraînant la démission du ministre de la Justice Elliot Richardson, et de son adjoint, William Ruckelshaus.

L'affaire est sans doute moins grave dans le cas présent. Nommée par Barack Obama pour devenir en mai 2015 l'adjointe de Loretta Lynch, M^{me} Yates assurait l'intérim à la tête du ministère de la Justice depuis le 20 janvier, à la demande de l'équipe de Donald Trump et dans l'attente de la confirmation par le Sénat de la nomination du sénateur Jeff Sessions. A la différence du "Massacre du samedi soir", le limogeage ne concerne donc pas ici une personnalité promue par le Président en exercice.

Il n'empêche que la décision est sans précédent et, quand bien même elle était logique dans la mesure où Sally Yates était tenue d'exécuter les décisions de la Maison-Blanche, elle contribue à alourdir la controverse entourant le décret présidentiel interdisant temporairement l'accès du territoire américain à tous les réfugiés et aux ressortissants de sept pays musulmans d'Afrique et du Moyen-Orient. M^{me} Yates avait refusé de l'appliquer, en exprimant des doutes sur sa légalité, mais aussi et surtout en l'estimant "ni juste ni sage".

Barack Obama sort déjà de sa réserve

Les conseillers de Donald Trump assurent que Sally Yates a "trahi" le ministère de la Justice. Les Démocrates saluent, quant à eux, une attitude patriotique. Barack Obama avait montré la voie en rappelant son "désaccord fondamental" avec une politique fondée sur la discrimination religieuse – discrimination renforcée par l'annonce, mardi, que les juifs nés dans les sept pays visés et ayant acquis la nationalité israélienne n'étaient pas concernés par le décret. L'ancien Président avait promis de ne sortir de sa réserve que s'il jugeait les valeurs essentielles de l'Amérique menacées, et cette irruption dans le débat politique, a fortiori si tôt dans le mandat d'un successeur à la Maison-Blanche, est, elle aussi, pour le moins inhabituelle.

En dehors des divergences sur le fond, l'offensive menée contre le décret de Donald Trump illustre les conditions singulières dans lesquelles opère la nouvelle Administration. La presse américaine ironise sur le fait que, pressé de montrer qu'il tient ses promesses, le Président donne l'impression de vouloir fournir un bilan impressionnant non pas au terme des traditionnels "cent jours", mais en moins de cent heures. Le milliardaire new-yorkais entend par ailleurs gouverner comme on dirige une entreprise, en donnant des ordres – des "executive orders" en l'occurrence, et le terme lui-même trompe peut-être le Président sur leur portée réelle.

En une seule semaine, Donald Trump a ainsi "décrété" la révocation de l'Obamacare, la lutte contre le terrorisme, la construction d'un mur sur la frontière mexicaine, la renégociation des traités de libre-échange, la réalisation de deux oléoducs contestés, la fin du financement public des ONG dont les programmes favoriseraient l'avortement, etc. Lundi, c'est à la législation péniblement mise en place après la crise financière de 2007-2008 qu'il s'en est pris, au risque de replacer Wall Street sous la loi de la jungle et de gruger de nouveau les classes moyennes qui ont pourtant voté pour lui.

Une confusion générale

Ces décrets n'ont beau être, à ce stade, que des déclarations d'intention coulées dans une forme solennelle, ils ont plongé dans la confusion les administrations concernées et dans la perplexité les gouvernements étrangers. Donald Trump s'est ainsi jeté tête baissée dans son projet de "protection des Etats-Unis" contre le terrorisme en signant un décret non

seulement mal préparé, mais en l'absence d'un ministre de la Justice déjà en fonction. Avec, comme dégât collatéral, la perspective d'une audition de Jeff Sessions au Sénat qui pourrait s'apparenter à un vote sur le décret lui-même.

Sans doute Donald Trump n'a-t-il pas trop de soucis à se faire à ce propos – le chef de la majorité au Sénat, Mitch McConnell, l'aurait personnellement rassuré sur l'issue du processus de confirmation. Il n'empêche que la pression monte sur des parlementaires républicains qui, à deux exceptions près (John McCain et Lindsey Graham), restent jusqu'ici bien silencieux malgré d'évidentes inquiétudes nourries par les premières embardées de la présidence Trump. Dans un éditorial cinglant, le "New York Times" avait, dès samedi, dénoncé leur "lâcheté". Il s'agit, il est vrai, de ces journalistes "malhonnêtes" pour qui le Président et son entourage ne cachent pas leur mépris.

"Cette nouvelle attitude semble vouloir inverser le cours de l'Histoire."

LE ROI PHILIPPE

Dans son traditionnel discours devant les corps constitués, le souverain a fustigé mardi l'Angleterre du Brexit et l'Amérique de Trump en relevant que "la décision prise par deux grands pays amis de se recentrer sur eux-mêmes [...] tranche avec leur tradition d'ouverture et de générosité, leur adhésion à un rêve et un engagement communs".

Épinglé

Mise en garde en Belgique

Double nationalité. Le ministère belge des Affaires étrangères a adapté son avis pour les voyages aux États-Unis en raison de l'introduction d'une restriction d'accès au territoire américain pour certaines nationalités. Les voyageurs qui possèdent à la fois la nationalité belge et celle de l'un des pays visés par le décret de Donald Trump, doivent contacter les autorités consulaires

américaines pour obtenir des informations, a indiqué mardi le ministère sur Twitter et sur son site Internet. Les ressortissants de sept pays – Syrie, Irak, Iran, Soudan, Libye, Somalie et Yémen – sont provisoirement interdits d'accès au territoire américain. Cette mesure a donc des conséquences pour des personnes ayant une double nationalité. Le ministère recommande par conséquent "*vivement*" à ces personnes de prendre contact avec les autorités consulaires américaines avant tout projet de voyage aux États-Unis. (Belga)